

## Un oui de colère

**C'est un oui de responsabilité, mais aussi de colère, que les parlementaires socialistes ont adressé au gouvernement le 29 octobre.**

Entre l'intervention du président de la République annonçant le deuxième confinement, la veille, et avant la conférence de presse ministérielle pour en détailler les conditions, les parlementaires ont été appelés à voter sur une déclaration du premier ministre.

Les députés et sénateurs socialistes ont voté pour, parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix.

Cependant, dans leurs explications de vote, tant Valérie Rabault, à l'Assemblée, que Patrick Kanner, au Sénat, ont fait part de leur colère face à l'impréparation du pouvoir et son refus de tenir compte des propositions, d'où qu'elles viennent.

«**Nous avons fait et continuerons à faire nos propositions**», a précisé Olivier Faure. «**Le gouvernement appelle de manière incantatoire à l'unité. S'il la cherche vraiment, qu'il écoute enfin ceux qui, sur le terrain chaque jour, dans le monde médical comme dans les collectivités locales, l'alertent et ne rencontrent jusqu'ici que son indifférence**», a une nouvelle fois conseillé le Premier secrétaire du PS.

Ce oui de colère relaie la lassitude et les inquiétudes des soignants. L'hôpital est désormais au bord de l'implosion, il ne tient que par la volonté de celles et ceux qui y travaillent.

C'est aussi un oui de colère face à une nouvelle dégradation de la situation économique et sociale de millions de Français - étudiants, entrepreneurs, indépendants, salariés.



Écoutez les colères des Français !

Valérie Rabault a énuméré les raisons de cette colère, d'autant plus forte que depuis 2017, les députés socialistes dénoncent les erreurs de cette majorité qui aujourd'hui amplifient encore la crise. Il en va ainsi de la limitation drastique des emplois aidés, décidée, pour des motivations idéologiques, dès les premiers jours du quinquennat. Les gouvernements de François Hollande pouvaient en mobiliser 450 000, Aujourd'hui, il n'en reste que 100 000. Le gouvernement ne dispose plus de ce filet de sécurité qui aurait été bien utile à un moment où près d'un million de nos compatriotes sont en passe de basculer sous le seuil de pauvreté.

Les parlementaires socialistes ont voté oui car ce confinement doit fonctionner : **«il est impensable de demander autant d'efforts aux Français si l'on n'obtient pas un résultat tangible et durable face à l'épidémie. Vous ne pourrez pas revenir devant nous dans trois mois pour un troisième confinement**», a prévenu Valérie Rabault.

«**Mais, dans ce oui, sachez entendre la colère, la nôtre et celle que nous relayons. Surtout, transformez-la en actions lisibles et justes, de manière à redonner confiance dans l'État. Sinon, ce sera le chaos**», a mis en garde la présidente du groupe à l'Assemblée.



## État de droit

Faut-il que la droite Française ait perdu tous ses repères pour que certains des siens puissent demander la création d'un Guantanamo à la Française !

Dans cette base américaine, sur le territoire cubain, les services antiterroristes des États-Unis ont traité leurs prisonniers au mépris de toutes les conventions internationales. Ils ont sans doute obtenu quelques renseignements mais ils ont surtout fabriqué des martyrs, ce qui est inestimable pour des fanatiques islamistes.

C'est en toute transparence, comme pour le procès des assassins de Charlie, que doivent être jugés les terroristes et leurs complices. C'est ainsi que nous pourrions démonter la propagande salafiste et mettre en évidence la dimension bien plus psychiatrique que théologique de leurs motivations.

Et certainement pas en créant des zones de non-droit car c'est précisément la démocratie et l'état de droit que les terroristes veulent abattre.

PS29

# RIP LA PAC

**L'Union européenne mène toujours une politique agricole mais elle n'est plus du tout commune. Même si le processus législatif n'est pas encore totalement achevé, c'est la conclusion à laquelle sont arrivés les eurodéputés socialistes, comme Éric Andrieu pour la France ou Marc Tarrabella pour la Belgique.**



Marc Tarrabella

commission s'est contentée de donner satisfaction à tous les États en renonçant à porter une politique agricole ambitieuse.

**« C'est la fin de la politique commune, car il pourra y avoir autant de politiques agricoles qu'il y a d'États. »**

Aujourd'hui, les enjeux se posent en termes de continents, pas de pays. Les grands acteurs sont les États-Unis, la Chine, l'Inde ou le Brésil. Lorsque nos fermes comptent leurs bêtes en centaines, les unités de productions chinoises ou brésiliennes comptent en dizaines de milliers. Et c'est précisément le moment que l'Union européenne choisit pour renationaliser sa première politique commune qui, dans les faits, perd sa dimension continentale.

**« Jusqu'à présent, les aides aux agriculteurs se divisaient en deux parties : l'une en fonction des productions et l'autre selon les activités non productives mais à forte valeur environnementale. Pour ces dernières, les agriculteurs européens devaient répondre à trois critères. »**

Désormais, ce sont les États qui définiront leurs propres critères. **« C'est la fin de la politique commune, car il pourra y avoir autant de politiques agricoles qu'il y a d'États »,** s'est indigné Éric Andrieu.

En outre, alors que l'Europe a annoncé vouloir s'engager dans les transitions écologiques, **« il paraît évident aujourd'hui que les objectifs des stratégies Biodiversité ou de la "Fourche à la Fourchette" ne seront pas atteints »,** regrette Marc Tarrabella. **« La nouvelle politique agricole ne garantit pas, par exemple, de surfaces minimales indispensables pour la biodiversité, n'augmentera pas le nombre de surface non productive exclusivement sans pesticide, ni ne protégera pas de manière efficace les prairies permanentes. »**



Les objectifs environnementaux ne seront pas atteints

**Nous assistons donc là à une fameuse séance de Greenwashing. La Commission européenne enchaîne les promesses vertes mais la politique agricole commune qu'elle propose, dans les faits, ne permet pas de tenir ses promesses. Et si vous n'étiez pas encore convaincus, les conditionnalités d'octroi des aides liées aux bonnes pratiques environnementales sont en recul. C'est une honte... »**

L'agriculture demeure le premier poste du budget européen mais cette politique n'est plus du tout commune. La révision de la PAC se traduit en effet par une renationalisation des dispositifs.

C'est ce qu'a expliqué l'eurodéputé Éric Andrieu lors d'un Facebook live organisé le 28 octobre, à l'issue du vote du Parlement européen.

Compte tenu des enjeux en termes de souveraineté alimentaire ou de transition écologique, on aurait pu attendre une vision bien plus ambitieuse. Mais la

## Pour une meilleure régulation



Le Parlement européen s'est prononcé sur plusieurs rapports dont celui présenté par Éric Andrieu sur une meilleure gestion européenne des crises agricoles adopté par 463 voix pour, 133 contre et 92 abstentions.

**« Je suis très heureux d'avoir réussi à convaincre de l'importance de rénover les outils européens de gestion des crises. Mettre en place des mécanismes efficaces pour prévenir et mieux gérer les crises agricoles était un impératif. Il est important que les agriculteurs puissent obtenir un revenu plus équitable et plus stable afin de les soutenir dans la transition verte à venir. C'est un pas dans la bonne direction »,** s'est réjoui l'eurodéputé socialiste.

**« Nous avons voulu professionnaliser la gestion de crise au niveau européen. La bonne nouvelle, c'est que par ce vote, une majorité d'eurodéputés reconnaît enfin que les marchés ne s'autorégulent pas et que l'ultralibéralisme n'est pas la voie. »**

La Commission européenne sera donc davantage responsabilisée et devra enfin jouer pleinement son rôle de régulateur sectoriel en matière agricole.

Pour ce faire, elle s'appuiera sur un cadre de performance en matière de prévention et de gestion des crises agricoles, définira ses stratégies d'action, constituera ses indicateurs de suivi et de résultats et sera évaluée annuellement sur son action par le Parlement européen et le Conseil devant qui elle devra rendre des comptes.

Elle pourra aussi s'appuyer sur un observatoire européen unique des marchés agricoles. Ainsi, des alertes précoces pourront être émises en cas de perturbation des marchés.

L'importation de produits alimentaires ne respectant pas du tout les normes de production sociales et environnementales européennes sera également interdite si besoin. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du mécanisme de compensation carbone aux frontières du pacte vert européen qui prévoit que la politique commerciale européenne doit contribuer à atteindre les objectifs environnementaux fixés.

# Un projet écrit à 1000 mains

**Ils et elles sont étudiante, enseignant, directrice de développement urbain, agriculteur, professeur des écoles bilingues, inspectrice de l'Éducation nationale, entrepreneuse, entrepreneur, géographe, universitaire, consultante... Leur point commun ? Vouloir participer à l'écriture du projet pour la Bretagne que portera Loïg Chesnais-Girard pour les prochaines élections régionales.**

Dans un premier temps, c'est sur la plateforme Agora.Bzh (<https://www.agora.bzh/>) que s'engage la réflexion autour de huit questions qui formeront les axes forts du projet : *Vivre ma jeunesse en Bretagne, Bien manger pour tous, Bien vivre : santé, environnement et cadre de vie, Apprendre, s'entraider, innover, Créer, entreprendre, participer et décider en Bretagne, S'épanouir et s'émanciper par la culture, Préserver, explorer et valoriser la Mer.*

Comment mieux écouter la jeunesse bretonne ? Comment organiser sa participation aux décisions et aux grands projets de leur territoire ? Par quels moyens ? Comment adapter les transports et l'organisation territoriale pour que

la jeunesse bretonne puisse s'épanouir et montrer ses talents, partout en Bretagne, en dehors du temps scolaire et professionnel ?

Durant tout ce mandat, Loïg Chesnais-Girard n'a cessé de répéter que notre région disposait de tous les atouts pour devenir exemplaire en matière agricole et alimentaire autour du terme du « *bien manger* ». Ce projet doit apporter des réponses à cette ambition sans tabou. Comment bien se nourrir quand on a de petits moyens ? Comment relancer un grand débat régional sur les défis de la souveraineté alimentaire et ses conséquences ? Entre caricatures et clichés, il y a-t-il de la place pour un débat ?

Acceptons-nous encore longtemps que les bonnes terres agricoles disparaissent ? Quel contrat entre les Bretons et leurs agriculteurs, leurs pêcheurs ? Comment poursuivre le développement des circuits-courts ? Comment développer la gastronomie bretonne ?

La Bretagne est grande par sa Culture. Elle est riche de sa Culture et elle a le cœur au partage. Comment maintenir cette vitalité ?

Comment favoriser la création artistique, aussi bien les arts visuels que le spectacle vivant ? Comment favoriser de nouvelles formes, comment développer toutes les disciplines ?



La Bretagne est la première région maritime de France avec près de 3000 km de côtes et 220 ports. Comment valoriser cette situation et faire de notre région une référence mondiale dans les domaines de la recherche, du nautisme, des énergies marines renouvelables... ?

Voilà autant de questions auxquelles nous sommes invités à apporter des réponses sur [agora.bzh](https://www.agora.bzh/). **« Ne vous censurez pas ! »**, a insisté Loïg Chesnais-Girard. Alors, à vos claviers !

## Continuité des services publics

**Quelques heures après l'annonce du deuxième confinement général par le président de la République le Conseil départemental du Finistère a présenté son plan de continuité des services publics qui diffère quelque peu de celui mis en place au printemps.**

En effet, on note trois différences majeures entre ce confinement, qui doit durer au moins jusqu'au 2 décembre, et celui des mois de mars et avril : les crèches, écoles, collèges et lycées seront ouverts, les activités économiques sont, autant que possible, encouragées et les visites en EHPAD sont, sous certaines conditions, autorisées.

Dans le Finistère, les 26 Centres Départementaux d'Action Sociale (CDAS) resteront donc ouverts et

accessibles au public. Même si un accueil physique sera mis en place sur tout le territoire finistérien et, comme pour le précédent confinement, le Conseil départemental invite les usagers à prendre contact par téléphone au préalable avec les services concernés.

Les agents du Conseil départemental assureront également une continuité pour les autres services d'action sociale de proximité (visites à domicile, accompagnement des enfants confiés, maintien du lien parents/enfants, activités de PMI etc.) et pour le centre départemental de l'enfance et de la famille.

Pour toutes questions ou pour tous renseignements, n'hésitez pas à appeler le CDAS le plus proche de chez vous.

Le Conseil départemental maintient également ouverts dans des conditions normales : les collèges et les centres d'exploitation routiers.

En revanche, les établissements culturels recevant du public (musée départemental, bibliothèque, salles d'archives...) seront fermés.



Le Conseil départemental a su faire preuve de réactivité

Retrouvez-nous sur

Facebook  
**PS.Finistere**  
 et Twitter  
**@fede\_PS29**

## Covid : révélateur de l'état du monde

**Quel sera l'impact de la crise de la Covid sur les relations internationales ? Le 19 octobre, alors que le second confinement était à peine envisagé, Pascal Boniface, directeur de l'IRIS (Institut des Relations Internationales et Stratégiques) participait à une conférence à la librairie Dialogues à Brest pour faire le point, à peu près neuf mois après le début de la pandémie.**

Pour bien mesurer l'importance de la crise que nous vivons, il faut avoir à l'esprit que, pour la première fois dans l'Histoire, l'ensemble de l'Humanité, est confrontée, au même moment, au même phénomène. Ce qui permet toutes les comparaisons possibles. Or, force est de constater que l'Europe et les États-Unis, l'Occident, ne s'en sortent pas mieux que le reste du monde.

Et pourtant, nous étions prévenus. En France, pas moins de trois livres blancs de la défense (2008, 2013 et 2017) ont mis en avant le risque d'une pandémie mondiale. En 2009, la CIA a publié un rapport qui décrit parfaitement le scénario que nous vivons actuellement.

Alors pourquoi ne pas avoir tenu compte de ces avertissements ? Parce que l'Occident vit encore sur l'illusion de sa puissance et n'a pas encore compris qu'il n'est plus, comme pendant les Trente glorieuses, à l'abri des catastrophes, des épidémies, de la famine, des guerres qui devaient être réservées aux pays de ce qu'on appelait alors le Tiers monde. En ce qui concerne la Covid, les pays africains s'en sortent globalement mieux que les pays européens.

Dans l'illusion de notre puissance et de notre richesse nous n'avons pas voulu envisager le blocage de notre système de santé réputé comme le meilleur du monde. Et pourtant...

Il est difficile de dater exactement l'origine du phénomène mais depuis 20 à 15 ans, la position dominante des États-Unis est clairement remise en cause, notamment par la Chine qui est en train de les supplanter.

Cette rivalité américano chinoise est d'ailleurs mise en exergue par Donald Trump qui utilise le terme « *chinese virus* » et non Covid 19. Cependant, même si l'épidémie est partie de Wuhan, elle a été bien plus mortelle aux États-Unis qu'en Chine. Et la Chine ne cesse de montrer au monde entier qu'elle a su endiguer la pandémie. Il y a bien sûr une dimension de propagande

dans cette campagne de communication mais on ne peut pas balayer d'un revers de main les images chinoises en expliquant que ce pays serait une dictature.



« **La Chine est un régime autoritaire mais pas totalitaire** », a précisé Pascal Boniface. En effet, 850 millions de Chinois surfent sur internet et 150 millions font du tourisme à travers le monde sans qu'un seul ne tente de demander l'asile politique.

Il est toujours périlleux de faire des prévisions en matière de relations internationales, « **surtout lorsqu'il s'agit d'avenir** ». Cependant, pour Pascal Boniface, quel que soit le nom du prochain président des États-Unis, la politique à l'égard de la Chine restera grosso modo la même, sachant que Républicains et Démocrates partagent le même point de vue concernant la fermeté dont il faut faire preuve vis-à-vis du régime de Pékin. En effet, les États-Unis dirigent le monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ils sont sortis vainqueurs de la guerre froide et se considèrent comme la seule nation « indispensable » selon les termes de Bill Clinton.

Or, lorsque la Chine a rejoint l'organisation mondiale du commerce, dans les années 90, son PIB représentait 10% de celui des États-Unis. Aujourd'hui il atteint les 65%. Mais avec les conséquences économiques de la crise, il pourrait très rapidement approcher les 75%. C'est donc la position même des États-Unis qui est en cause. Que le président soit républicain ou démocrate n'a que peu de conséquence. Il est toujours préférable qu'il soit poli.

Dans ce contexte dominé par la rivalité sino-américaine, quel rôle doit jouer l'Europe ? Elle peut, sans s'aligner sur l'un des protagonistes, développer une orientation autonome, d'autant plus facilement que le Brexit a permis de faire sortir un pays qui, depuis son adhésion s'était plus comporté comme un frein que comme un moteur. Le Brexit est une catastrophe pour l'Angleterre mais le plan de relance européen n'aurait probablement pas été le même si les « pays frugaux » avaient pu compter sur le soutien de Londres.

« **Nous devons être nous-mêmes pour ne pas être obligés de choisir qui, de Pékin ou de Washington, sera notre maître** », a résumé Pascal Boniface.

### Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
 N° 1330 - Vendredi 6 novembre 2020  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
 26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
 Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
 Tél. 02 98 43 44 39  
 13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
 Tél. 02 98 43 11 44

### S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
 ADFFFPS

